

L'ETA et les indépendantistes basques de Batasuna relancent leurs propositions de négociations

A Madrid, le président du gouvernement, José Luis Zapatero, et le chef de l'opposition de droite ont mis en place une commission commune sur le modèle territorial espagnol

MADRID

de notre correspondante

L'organisation séparatiste basque armée ETA, responsable de multiples attentats terroristes qui ont fait plus de 800 morts dans les trois dernières décennies, est intervenue sur la scène politique espagnole, dimanche 16 janvier, en publiant dans la presse basque un communiqué qui affirme son soutien à la proposition de négociation annoncée, le 14 novembre 2004, par son bras politique, l'ex-Batasuna, mise hors la loi en 2002 par le juge Baltasar Garçon pour ses liens avec l'ETA.

Ce jour-là, Arnaldo Otegi, porte-parole de l'ex-Batasuna, avait exprimé la volonté de son parti d'ouvrir un processus de négociation en utilisant uniquement « les voies politiques et démocratiques » mais sans condamner pour autant la violence et en appelant les gouvernements espagnol et français à négocier avec l'ETA.

LE « PLAN IBARRETXE »

Arnaldo Otegi a renouvelé cette proposition vendredi, dans une lettre ouverte au président du gouvernement, José Luis Rodríguez Zapatero, l'enjoignant à « passer à l'histoire comme le Tony Blair espagnol » en initiant des « conversations avec l'ETA ». Le porte-parole appelle à mettre en place « un accord entre nationalistes et non nationalistes », précisant qu'il ne s'agissait pas d'un « scénario indépendantiste ». Entre-temps, le Parti nationaliste basque (PNV), modéré, et le président du gouvernement basque, Juan José Ibarretxe,

ont eux-mêmes rouvert au niveau national la discussion sur la renégociation du statut d'autonomie actuel du Pays basque, proposant d'en faire « une nation libre et associée à l'Etat espagnol ». Adoptée le 30 décembre 2004 par le Parlement basque grâce aux voix de 3 députés de l'ex-Batasuna, cette proposition,

le à Saint-Sébastien devant des maires socialistes du pays basque, M. Zapatero a souligné samedi que le rejet aux Cortes du « plan Ibarretxe » « ne mettrait pas un point final » aux discussions.

La veille, il avait longuement rencontré lui-même le chef de l'opposition, Mariano Rajoy, président du

le où elle nous dira où et comment elle abandonne les armes », a déclaré dimanche le ministre des administrations publiques, José Sevilla. Il a rappelé les propos tenus samedi par le président du gouvernement espagnol, qui avait affirmé à Saint-Sébastien que les socialistes « désirent pouvoir parler avec la gauche basque, mais qu'avant cela, il faut que se taisent les pistolets et les bombes, non seulement au sens littéral mais aussi en tant que menace permanente ». La secrétaire du Parti populaire pour la politique régionale, Soraya Sainz, n'a pas dit autre chose en affirmant : « Ce qui compte, ce sont les faits, pas les communiqués. »

Pour la plupart des commentateurs, la volonté de dialogue de l'ETA et de l'ex-Batasuna serait due à la faiblesse actuelle de l'organisation. Ce serait surtout une manœuvre dans la perspective des élections régionales au Pays basque, qui auront probablement lieu au début du mois de mai.

L'ex-Batasuna chercherait uniquement, selon eux, à pouvoir se présenter aux élections, ce qui lui est impossible en raison de son interdiction. « Ils ont besoin de faire de la politique parce qu'ils ont de l'eau jusqu'au cou. Ils sont dans une mauvaise passe parce qu'ils sont interdits, n'ont plus de sources de revenus, se retrouvent sans travail et logiquement, il leur faut trouver des amis », a ainsi estimé le philosophe Fernando Savater, membre fondateur du mouvement citoyen « Basta Ya ! » (« ça suffit ! »).

L'arrêt de la lutte armée n'est pas envisagé

Le communiqué de l'ETA manifeste « la disposition absolue et la volonté » du groupe terroriste d'appuyer une initiative de dialogue politique que l'organisation considère comme « l'apport le plus solide qui ait été présenté pour surmonter le conflit entre le Pays basque et les Etats » français et espagnol. Elle considère que « la base de cette nouvelle opportunité vient, aujourd'hui comme hier, de la reconnaissance du droit à l'autodétermination ». L'ETA ne mentionne aucune possibilité d'abandon de la lutte armée et de la violence et revendique, en revanche, 23 attentats commis entre le 15 septembre et le 22 décembre 2004.

L'ETA a subi une vague d'arrestations, notamment en France, qui ont conduit à la détention du chef de l'appareil militaire Mikel Antza, le 3 octobre 2004. Des documents et de grandes quantités d'armes et d'explosifs ont été saisis. Selon des sources policières, l'ETA repose surtout sur des commandos de jeunes délinquants, la plupart des chefs historiques se trouvant en exil ou en prison. Quelque 400 membres de l'organisation sont actuellement détenus en Espagne, accusés ou reconnus coupables d'attentats terroristes. — (Corresp.)

dite « Plan Ibarretxe », a été officiellement soumise vendredi au Congrès des députés de Madrid, qui en débattit, probablement le 8 mars, après le référendum du 20 février sur la Constitution européenne. Elle a été rejetée par le président du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero. « Tant que je serai chef du gouvernement espagnol, jamais le "plan Ibarretxe" ne sera ni approuvé ni appliqué », a déclaré vendredi M. Zapatero, qui n'exclut pas en revanche des ajustements du statut des autonomies espagnoles. Prenant la paro-

Parti populaire, pour s'entendre sur la réponse à donner. Les deux leaders, après près de trois heures d'entretien, ont annoncé la création d'une commission commune entre leurs deux partis sur le modèle territorial espagnol. Après des moins de crispation, ils se sont congratulés respectivement de la « réceptivité » de leur adversaire politique, tout en admettant « leurs différences quant aux méthodes » à adopter face au « plan Ibarretxe ».

Les réactions au communiqué de l'ETA ont été claires. « Nous n'attendons qu'une seule lettre de l'ETA, cel-

Martine Silber